



Assemblée générale

Distr. générale
4 mai 2000
Français
Original: anglais

Cinquante-quatrième session

Point 149 de l'ordre du jour

Financement de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine

Financement de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport contient le budget révisé de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine pour la période de 12 mois allant du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000, y compris le montant prévu pour sa liquidation et les prévisions de dépenses correspondant à la poursuite des activités de liquidation au Siège de l'ONU à New York ultérieurement.

Le montant brut du budget révisé pour 1999-2000 s'élève à 41 098 075 dollars (montant net : 40 069 275 dollars), non compris des contributions volontaires en nature budgétisées d'une valeur de 736 300 dollars, ce qui représente une augmentation en chiffres bruts de 7 730 200 dollars par rapport au budget initial de la Mission pour la même période. L'augmentation est imputable aux dépenses supplémentaires découlant de la prorogation du mandat de la Mission jusqu'au 15 février 2000, d'où la nécessité de maintenir sur place le personnel militaire et civil et l'appui logistique au-delà des dates prévues dans le budget initial.

Sur le montant total du budget révisé, les dépenses opérationnelles représentent 25 % des ressources. Les dépenses se rapportant au personnel militaire et civil et les contributions du personnel représentent 46 %, 26 % et 3 % du budget, respectivement, tandis que les autres programmes représentent moins de 1 % du montant total.

Au titre de la période de 2000-2001, un montant brut de 115 800 dollars (montant net : 102 800 dollars) est demandé pour couvrir les dépenses afférentes à six mois de travail, au Siège de l'ONU et à l'audit de la liquidation de la MINURCA par le Comité des commissaires aux comptes.

Les décisions que sera appelée à prendre l'Assemblée générale sont énoncées au paragraphe 12 du présent rapport.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Vue d'ensemble	1–4	3
II. Plan des opérations et ressources requises	5–8	5
III. Remboursement des pays qui fournissent des contingents	9	6
IV. Effectifs nécessaires révisés	10	6
V. Mesures que sera appelée à prendre l'Assemblée générale à sa cinquante-quatrième session	11	8
Annexes		
I. Prévisions de dépenses révisées pour la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000 et prévisions de dépenses pour la période du 1er juillet 2000 au 20 juin 2001		9
A. État récapitulatif		9
B. Répartition des dépenses par grande rubrique		11
C. Renseignements complémentaires		12
II. Prévisions de dépenses révisées pour la période allant du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000 : informations complémentaires		17
A. Coût standard et dépenses propres à la Mission		17
B. Répartition des ressources par paramètres budgétaires : coûts standard et dépenses propres à la Mission		21

I. Vue d'ensemble

1. Par sa résolution 1271 (1999) du 22 octobre 1999, le Conseil de sécurité a prorogé le mandat de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine (MINURCA) jusqu'au 15 février 2000 dans le but d'assurer une transition brève et graduelle de l'opération de maintien de la paix des Nations Unies en République centrafricaine vers une opération de consolidation de la paix.

2. Le présent rapport contient le budget révisé destiné au fonctionnement et à la liquidation de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine (MINURCA) pendant la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000, dont le montant brut s'élève à 41 098 075 dollars (montant net : 40 069 275 dollars), non compris des contributions volontaires en nature d'une valeur de 736 300 dollars, ainsi que les ressources à prévoir pour poursuivre les activités de liquidation ultérieurement au Siège de l'ONU à New York, dont le montant brut est estimé à 115 800 dollars (montant net : 102 800 dollars). Le présent rapport doit être interprété à la lumière du budget initial de la Mission portant sur l'exercice financier 1999-2000, présenté dans le rapport du Secrétaire général en date du 5 mai 1999 (A/53/939), qui fournit, notamment, des informations sur le mandat politique de la Mission, ses besoins opérationnels, les contributions volontaires et les fonds d'affectation spéciale, les pays qui fournissent des contingents, le matériel appartenant aux contingents et les arrangements concernant le soutien logistique autonome ainsi que sur les dépenses propres à la Mission et les ratios s'y rapportant. Le présent rapport ne fournit donc des informations que sur les paramètres qui ont évolué depuis la présentation du budget initial.

3. Compte tenu de la recommandation figurant dans le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires en date du 21 mai 1999 (A/53/971), l'Assemblée générale, dans sa résolution 53/238 du 8 juin 1999, a ouvert un crédit d'un montant brut de 33 367 875 dollars (montant net : 32 572 675 dollars) aux fins du fonctionnement de la MINURCA pour la période du 1er juillet au 15 novembre 1999 et sa liquidation ultérieure (résolution 1230 (1999) du Conseil de sécurité en date du 26 février 1999), y compris un montant de 1 659 640 dollars à verser au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix et un montant de 325 435 dollars pour la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi.

4. Le budget révisé de la MINURCA pour l'exercice financier 1999-2000 comprend l'autorisation d'engagement de dépenses d'un montant de 6 701 900 dollars accordée par le Comité consultatif afin d'appuyer la conduite des élections présidentielles (voir plus loin, par. 6) et représente une augmentation de 23 % en chiffres bruts (7 730 200 dollars) par rapport au crédit ouvert par l'Assemblée générale pour la même période.

Tableau 1

Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Augmentation proposée			
	1999/00 Montant réparti ^{a b}	1999/00 Prévisions de dépenses révisées	Montant	Pourcentage
Personnel militaire	14 785,7	17 952,2	3 166,5	21,4
Personnel civil	8 408,2	10 002,1	1 593,9	19,0
Dépenses opérationnelles	7 292,9	9 850,6	2 557,7	35,0
Autres programmes	100,8	279,3	178,5	77,0
Contributions du personnel	795,2	1 028,8	233,6	29,4
Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	1 659,6	1 659,6	—	—
Base de soutien logistique des Nations Unies (Brindisi)	325,4	325,4	—	—
Montant brut	33 367,8	41 098,0	7 730,2	23,2
Contributions volontaires	784,4	736,3 ^c	— ^d	— ^d
Total	34 152,2	41 834,3	— ^d	— ^d

^a Les informations concernant la répartition des ressources selon les coûts standard et les dépenses propres à la Mission figurent dans l'annexe II B.

^b Sur la base du crédit ouvert par l'Assemblée générale dans sa résolution 53/238.

^c Ce montant représente l'appui logistique (132 300 dollars) et le matériel de type militaire (604 000 dollars).

^d Sans objet.

Tableau 2
Ressources humaines

<i>Ressources en personnel militaire et civil</i>	<i>Juillet 1999</i>	<i>Août 1999</i>	<i>Septembre 1999</i>	<i>Octobre 1999</i>	<i>Novembre 1999</i>	<i>Décembre 1999</i>	<i>Janvier 2000</i>	<i>29 février 2000</i>	<i>31 mars 2000</i>	<i>30 avril 2000</i>	<i>1er mai- 30 juin 2000</i>	<i>1er juillet- 31 décembre 2000 (mois de travail)</i>
Contingents	1 288	1 372	1 350	1 230	1 194	800	426	185	^a	–	–	–
Police civile	26	24	24	24	24	16	9	1	–	–	–	–
Personnel international	100	112	113	108	98	87	81	42	19	3	6	6
Personnel local	110	109	109	109	108	91	61	47	45	8	–	–
Volontaires des Nations Unies	40	41	40	14	9	4	–	–	–	–	–	–

^a Rapatriés le 11 mars 2000.

II. Plan des opérations et ressources requises

5. Conformément à la résolution 1230 (1999) du Conseil de sécurité du 26 février 1999, le budget initial de la MINURCA pour la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000 figurant dans le rapport du Secrétaire général en date du 5 mai 1999 (A/53/939) prévoyait les ressources nécessaires au fonctionnement de la Mission pour la période du 1er juillet au 15 novembre 1999 au niveau d'effectifs autorisés de 1 350 hommes du contingent militaire et de 24 conseillers de police civile, secondés par un effectif civil de 238 personnes (114 fonctionnaires internationaux, 111 agents locaux et 13 Volontaires des Nations Unies), et aux fins de la liquidation de la Mission dans une phase ultérieure.

6. Pour les raisons indiquées au paragraphe 25 du rapport sur le financement de la Mission en date du 5 mai 1999 (A/53/939), le budget ne comprenait pas les dépenses à prévoir au titre du rôle d'appui que la MINURCA avait été autorisée à jouer lors du processus des élections présidentielles (résolution 1230 (1999) du Conseil de sécurité), mais des ressources d'un montant de 6 701 900 dollars ont été ultérieurement fournies à cette fin en vertu de l'autorisation d'engagement de dépenses accordée par le Comité consultatif dans une lettre datée du 14 juillet 1999, adressée au Secrétaire général par le Président du Comité.

7. Conformément au concept des opérations exposé de façon détaillée dans les paragraphes 16 à 28 du sixième rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité sur la MINURCA, en date du 28 mai 1999 (S/1999/621), l'appui électoral fourni à la MINURCA pour la conduite des élections présidentielles tenues en République centrafricaine le 19 septembre 1999 a porté sur le déploiement dans tout le pays d'observateurs à court et à long terme, la fourniture du personnel et du matériel militaires essentiels, ainsi que la livraison et la collecte du matériel électoral.

8. Ultérieurement, conformément à la résolution 1271 (1999) du Conseil de sécurité, par laquelle le Conseil a décidé de proroger le mandat de la MINURCA jusqu'au 15 février 2000 dans le but d'assurer une transition brève et graduelle de l'opération de maintien de la paix des Nations Unies en République centrafricaine vers une opération de consolidation de la paix, le plan des opérations de la Mission a prévu le rapatriement progressif d'ici à la mi-mars 2000 des contingents militaires et

le retrait du personnel civil, l'expédition du matériel appartenant aux contingents et la liquidation des biens de l'Organisation des Nations Unies, de manière à achever les activités de liquidation *in situ* d'ici au 30 avril 2000, après quoi interviendrait une brève période de liquidation au Siège de l'ONU à New York.

III. Remboursement des pays qui fournissent des contingents

9. Les pays qui fournissent des contingents ont été intégralement remboursés des dépenses relatives aux contingents jusqu'au 31 décembre 1999, conformément aux taux standard établis par l'Assemblée générale. Le rapatriement des contingents devant être achevé le 11 mars 2000, un montant estimatif de 1 029 300 dollars reste à acquitter au titre des dépenses relatives aux contingents pour la période de janvier à mars 2000.

IV. Effectifs nécessaires révisés

Effectifs nécessaires révisés

	31 juillet 1999	31 août	30 sep- tembre	31 octobre	30 novembre	31 décembre	31 janvier 2000	29 février	31 mars	30 avril	Mai-juin	Juillet- décembre				
	Effectifs autorisés	Effectifs réels	Effectifs réels	Effectifs réels	Effectifs réels	Effectifs autorisés ^a	Effectifs réels	Effectifs autorisés ^a	Effectifs réels	Effectifs réels	Effectifs autorisés ^a	Effectifs réels	Effectifs réels	Effectifs proposés	Effectifs proposés	Effectifs proposés (mois de travail)
Personnel international																
SGA	1	1	1	1	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
SSG	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D-2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D-1	3	3	3	3	3	3	3	1	3	2	1	—	—	—	—	—
P-5	6	3	3	3	3	6	3	1	3	3	1	2	—	—	—	—
P-4	11	6	6	6	6	11	5	7	5	5	4	5	4	1	2	2
P-3	14	12	12	12	11	14	10	7	8	6	3	4	—	—	—	—
P-2	1	3	3	4	4	1	4	1	4	3	—	1	2	—	—	—
Total partiel	36	28	28	29	28	36	26	17	23	19	9	12	6	1	2	2
Agents des services généraux (1re classe)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Agents des services généraux (autres classes)	30	21	31	30	28	30	21	15	18	11	7	6	1	1	4	4
Service mobile	45	51	53	54	52	45	51	20	46	51	10	22	12	1	—	—
Service de sécurité	3	—	—	—	—	3	—	3	—	—	2	2	—	—	—	—
Total partiel	78	72	84	84	80	78	72	38	64	62	19	30	13	2	4	4
Total, personnel international	114	100	112	113	108	114	98	55	87	81	28	42	19	3	6	6
Personnel local	111	110	109	109	109	111	108	53	91	61	27	47	45	8	—	—
Volontaires des Nations Unies	39 ^b	40	41	40	14	—	9	—	4	—	—	—	—	—	—	—
Total partiel	124	150	150	149	123	111	117	53	95	61	27	47	45	8	—	—
Total	238	250	262	262	231	225	215	108	182	142	55	89	64	11	6	6

^a Montant calculé sur la base des crédits ouverts par l'Assemblée générale dans sa résolution 53/238.

^b Y compris les 26 observateurs à moyen terme dont le déploiement a été autorisé à compter du 1er mai 1999.

10. Les effectifs demandés tels qu'indiqués ci-après tiennent compte des besoins révisés de la MINURCA pour l'exercice financier 1999-2000 sur la base de la prorogation du mandat de la Mission, de la poursuite des activités de liquidation *in situ* jusqu'au 30 avril 2000 et de l'achèvement par la suite des activités résiduelles de liquidation au Siège de l'ONU à New York, y compris six mois de travail au titre de l'exercice financier 2000-2001.

V. Mesures que sera appelée à prendre l'Assemblée générale à sa cinquante-quatrième session

11. À sa cinquante-quatrième session, l'Assemblée générale sera appelée à prendre les mesures ci-après en ce qui concerne le financement de la MINURCA :

a) Ouvrir un crédit additionnel d'un montant brut de 7 730 200 dollars (montant net : 7 496 600 dollars) pour la Mission pendant la période de 12 mois allant du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000, y compris le montant de 6 701 900 dollars autorisé par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et mettre en recouvrement les sommes correspondantes;

b) Ouvrir un crédit d'un montant brut de 115 800 dollars (montant net : 102 800 dollars) pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 et mettre en recouvrement les sommes correspondantes.

Annexe I

**Prévisions de dépenses révisées pour la période
du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000
et prévisions de dépenses pour la période
du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001**

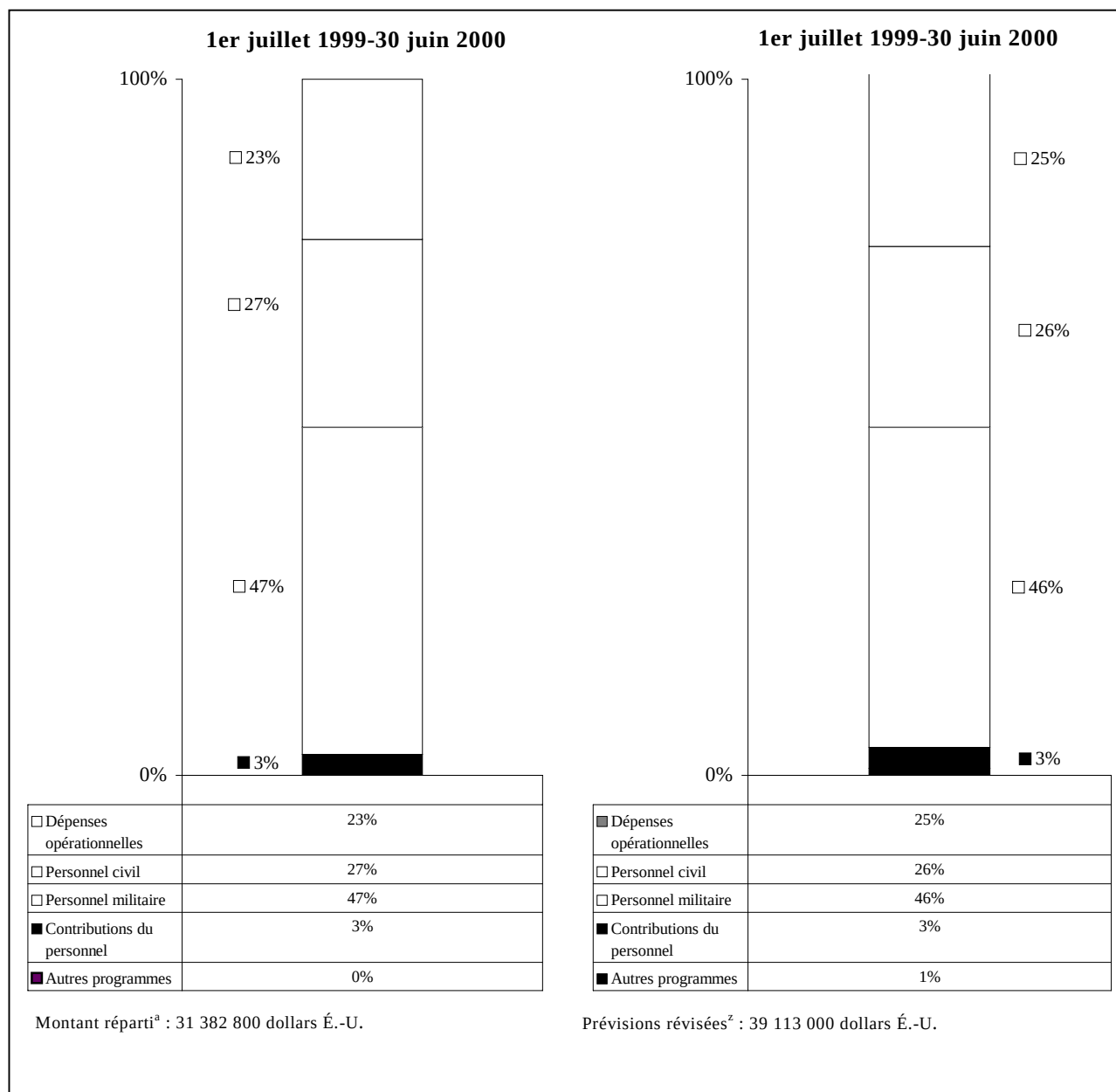
A. État récapitulatif

(En milliers de dollars des États-Unis)

	(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5) = (4) - (1)	
			<i>Prévisions de dépenses révisées</i>			
			<i>1er juillet 1999-30 juin 2000</i>			
	<i>1er juillet 1999- 30 juin 2000</i>	<i>1er juillet 1999- 29 février 2000</i>	<i>1er mars- 30 juin 2000</i>			<i>1er juillet 2000- 30 juin 2001</i>
<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Montants répartis^a</i>	<i>Prévisions de dépenses</i>	<i>Prévisions de dépenses révisées</i>	Total	<i>Augmentation/ (diminution)</i>	<i>Prévisions de dépenses</i>
I. Personnel militaire						
1. Observateurs militaires	—	—	—	—	—	—
2. Contingents	12 619	14 227	68,1	14 2	1 67	—
3. Autres dépenses afférentes au personnel militaire						
a) Matériel appartenant aux contingents	1 192	2 458	50,6	2 5	1 31	—
b) Soutien autonome	754,5	1 122	24,9	1 1	393,3	—
c) Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	218,4	—	—	—	(218,4)	—
Total partiel, rubrique 3	2 165	3 580	75,5	3 6	1 49	—
Total, catégorie I	14 785	17 808	143,6	17 9	3 16	—
II. Personnel civil						
1. Police civile	440,9	593,8	2,5	596,3	155,4	—
2. Personnel international et personnel local	7 716	7 076	987,8	8 0	347,3	73,2
3. Volontaires des Nations Unies	250,4	793,1	—	793,1	542,7	—
4. Personnel fourni par les gouvernements	—	—	—	—	—	—
5. Observateurs électoraux civils	—	548,5	—	548,5	548,5	—
Total, catégorie II	8 408	9 011	990,3	10 0	1 59	73,2
III. Dépenses opérationnelles						
1. Locaux/hébergement	1 159	951,2	141,3	1 0	(66,5)	—
2. Remise en état des infrastructures	34,2	28,9	—	28,9	(5,3)	—
3. Transports	549,0	439,0	6,7	445,7	(103,3)	—
4. Opérations aériennes	1 675	4 359	—	4 3	2 68	—
5. Opérations navales	0,9	—	—	—	(0,9)	—

^a Montant calculé sur la base des crédits ouverts par l'Assemblée générale dans sa résolution 53/228.
^b Ce montant représente l'appui logistique (132 400 dollars) et le matériel de type militaire (604 000 dollars).
^c Sans objet.

B. Répartition des dépenses par grande rubrique^a



^a Non compris le montant destiné au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix (1 659 640 dollars) et le coût de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (325 435 dollars).

C. Renseignements complémentaires

Personnel militaire

Montant réparti : 14 785 700 dollars; prévision révisée : 17 952 200 dollars; écart : 3 166 500 dollars

1. Le montant net de l'augmentation des dépenses prévues pour cette catégorie de rubriques, soit 3 166 500 dollars, s'explique par la prorogation du mandat de la Mission jusqu'au 15 février 2000, qui a entraîné des dépenses supplémentaires au titre des contingents (1 675 900 dollars), du matériel appartenant aux contingents et du soutien logistique autonome (1 709 000 dollars), en partie compensées par des économies réalisées à la rubrique Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité (218 400 dollars) (voir par. 3 ci-après).

Contingents

2. Le montant du crédit ouvert avait été établi en supposant que le gros du personnel militaire aurait été retiré le 15 novembre 1999, seul un petit contingent restant dans la zone de la Mission jusqu'au 15 janvier 2000 pour assurer la sécurité pendant la période de liquidation, mais le rapatriement des contingents a été retardé en vertu de la résolution 1271 (1999) du Conseil de sécurité. L'augmentation nette du montant prévu à cette rubrique, soit 1 675 900 dollars, s'explique par le fait que le personnel des contingents a été retenu dans la zone de la Mission jusqu'à la mi-mars 2000, d'où des dépenses supplémentaires au titre des remboursements aux gouvernements (2 137 200 dollars), de l'indemnité journalière (78 500 dollars), de l'indemnité de subsistance (missions) (173 500 dollars) et de l'indemnité d'habillement et d'équipement (156 600 dollars). Les montants réduits des dépenses prévues au titre du rapatriement des contingents (772 400 dollars), des rations (6 800 dollars) et de la détente et des loisirs (90 700 dollars) tiennent compte à la fois de la révision des prévisions et des arrangements effectivement conclus par la Mission avec les fournisseurs et les compagnies aériennes. Le calendrier révisé des effectifs de personnel militaire se présente maintenant comme suit :

1999						2000		
31 juillet	31 août	30 septembre	31 octobre	30 novembre	31 décembre	31 janvier	29 février	11 mars
1 288	1 372	1 350	1 230	1 194	800	426	185	— ^a

^a Les derniers membres des contingents ont été rapatriés le 11 mars 2000.

Autres dépenses afférentes au personnel militaire

3. L'augmentation nette du montant prévu à cette rubrique tient aux dépenses supplémentaires au titre du matériel appartenant aux contingents (1 315 700 dollars) et du soutien logistique autonome (393 300 dollars), les nouvelles prévisions étant établies en fonction des mémorandums d'accord conclus avec les gouvernements des pays fournissant des contingents. Les dépenses supplémentaires sont en partie compensées par l'annulation du montant prévu pour l'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité (218 400 dollars), aucun incident ayant fait des morts ou des blessés parmi le personnel militaire de la MINURCA n'ayant été signalé au cours de la période considérée.

Personnel civil

Montant réparti : 8 408 200 dollars; prévision révisée : 10 002 100 dollars; écart : 1 593 900 dollars

4. L'augmentation de 1 593 900 dollars pour cette catégorie de rubriques tient aux dépenses supplémentaires relatives à la police civile (155 400 dollars), au personnel international et au personnel local (347 300 dollars), aux Volontaires des Nations Unies (542 700 dollars) et aux observateurs électoraux civils (548 500 dollars).

Police civile

5. L'augmentation de 155 400 dollars tient au fait que le mandat de la Mission a été prorogé et que les conseillers de la police civile sont restés sur place, d'où des dépenses supplémentaires aux rubriques Indemnité de subsistance (missions) et Indemnité d'habillement et d'équipement, en partie compensées par des économies à la rubrique Frais de voyage. Le calendrier révisé des effectifs de la police civile est donné dans le tableau 2 du présent rapport.

Personnel international et personnel local

6. Le montant net de l'augmentation des dépenses, soit 347 300 dollars, tient à la prorogation du mandat de la Mission et au fait que cette prorogation a conduit à conserver du personnel international et du personnel local dans la zone de la Mission au-delà des dates prévues lors de l'établissement du budget. Le montant prévu au titre des traitements du personnel international tient compte de ce qu'on sait sur les personnes qui occupent effectivement les postes – 70 % d'entre elles ont été engagées spécialement pour la Mission – et du coût estimatif des congés annuels qui n'ont pas été pris et des versements en compensation de jours de congé annuel accumulés; les traitements du personnel local ont été calculés en prenant dans le barème applicable le montant correspondant au 3e échelon de la classe G-3. Les dépenses supplémentaires prévues au titre des traitements du personnel international et du personnel local, des consultants et de l'indemnité de subsistance (missions) sont en partie compensées par des économies prévues aux rubriques Dépenses communes de personnel, Personnel temporaire, Heures supplémentaires et Autres frais de voyage – compte tenu des dépenses effectivement engagées jusqu'à fin février et des prévisions pour les quatre derniers mois de l'exercice 1999-2000.

7. En ce qui concerne l'exercice financier 2000-2001, on prévoit six mois de travail de personnel international pour l'achèvement des dernières opérations relatives à la liquidation, au Siège de l'ONU à New York. Ces activités seront dirigées par le chef de la section des finances de la Mission, qui disposera pour l'aider de deux assistants financiers recrutés localement à New York [agents des services généraux (autres classes)].

8. Le calendrier révisé des effectifs de personnel international et de personnel local figure dans le tableau 2 du présent rapport.

Volontaires des Nations Unies

9. L'augmentation des dépenses (542 700 dollars) à cette rubrique tient au déploiement de 26 volontaires supplémentaires qui ont rempli les fonctions d'observateur électoral pendant les élections présidentielles, ce qui fait qu'au total

148 mois de travail ont été effectués alors que seulement 59 étaient prévus au budget pour la période du 1er juillet au 15 novembre 1999.

Observateurs électoraux civils

10. Un montant de 548 500 dollars est prévu pour couvrir le montant estimatif des dépenses engagées pour déployer, pendant une courte durée, 200 observateurs électoraux civils (dont 100 recrutés localement et 100 venus du Siège de l'ONU et de divers bureaux des Nations Unies situés pour la plupart en Afrique et en Europe), y compris les voyages aller retour et l'indemnité journalière de subsistance.

Dépenses opérationnelles

Montant réparti : 7 292 900 dollars; prévision révisée : 9 850 600 dollars; écart : 2 557 700 dollars

11. L'augmentation des dépenses prévues pour cette catégorie de rubriques, soit 2 557 700 dollars, est le résultat net des dépenses supplémentaires prévues aux rubriques Opérations aériennes (2 683 800 dollars), Transmissions (94 100 dollars) et Fret aérien et de surface (545 500 dollars), d'une part, et des économies à en déduire, de l'autre, ces dernières concernant les rubriques Locaux/hébergement (66 500 dollars), Remise en état des infrastructures (5 300 dollars), Transports (103 300 dollars), Matériel divers (70 300 dollars) et Fournitures et services (519 400 dollars).

Locaux/hébergement

12. Le montant prévu, soit 1 092 500 dollars, correspond à une baisse nette de 66 500 dollars et a été calculé en tenant compte, d'une part, du profil des dépenses effectivement engagées jusqu'à fin février 2000, et, de l'autre, des dépenses qu'il devrait falloir engager au cours des quatre mois restants de l'exercice 1999-2000, compte tenu des marchés passés avec les fournisseurs locaux, et de la durée des baux des locaux (bureaux et hébergement). Les économies réalisées en matière d'aménagement et de rénovation des locaux, de fournitures d'entretien, de services et de services collectifs de distribution sont en partie annulées par l'accroissement des dépenses prévues pour la location de locaux, ceux-ci devant être remis dans leur état d'origine avant la remise des clefs à leurs propriétaires, ainsi que par des dépenses imprévues effectivement constatées à la rubrique Construction de locaux/bâtiments préfabriqués.

Transports

13. Le montant prévu est ramené à 445 700 dollars, soit une baisse nette de 103 300 dollars, compte tenu du profil des dépenses engagées au cours de l'exercice; la baisse s'explique par le niveau moins élevé que prévu des dépenses de location de véhicules, d'achats de pièces de rechange et de carburants et lubrifiants, ces économies étant en partie contrebalancées par des dépenses plus fortes que prévu pour ce qui est de l'assurance des véhicules. Tous les véhicules de la Mission qui pouvaient encore servir ayant été transférés à d'autres missions, le montant de 73 400 dollars prévu dans le budget initial pour la remise en état de véhicules à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi est devenu sans objet.

Opérations aériennes

14. Comme il est indiqué au paragraphe 25 du rapport sur le financement de la Mission en date du 5 mai 1999 (A/53/939), on n'avait pas prévu dans le budget initial les dépenses liées aux activités d'appui que la MINURCA avait été autorisée à assurer pour l'organisation des élections présidentielles. Quoique la composition de la flotte aérienne de la Mission, telle qu'approuvée, soit restée pratiquement la même, pendant la période d'août à octobre 1999 on y a ajouté six hélicoptères polyvalents moyens, dont trois à rayon d'action accru, ainsi que quatre avions de transport de voyageurs ou de fret, dont trois moyens et un gros (pour plus de précisions, voir l'annexe II A).

15. Les montants révisés, soit 1 688 500 dollars pour les hélicoptères et 2 504 700 dollars pour les avions, représentent respectivement des augmentations de 1 172 600 dollars et 1 615 200 dollars qui s'expliquent par le déploiement d'appareils supplémentaires selon le détail présenté à l'annexe II A du présent rapport. Le montant prévu pour les carburants et lubrifiants a été établi au vu de la consommation et des dépenses constatées.

16. Le montant prévu à la rubrique Indemnité de subsistance des équipages a été réduit de 153 000 dollars, compte tenu des dépenses effectivement engagées pour l'hébergement et les repas des équipages lorsqu'ils passaient la nuit en dehors de Bangui, tandis qu'un montant supplémentaire de 49 000 dollars a été inscrit à la rubrique Autres dépenses de la catégorie Opérations aériennes pour tenir compte du montant estimatif des droits de navigation des avions.

Transmissions

17. Le montant révisé qui figure à cette rubrique, soit 426 900 dollars, marque une augmentation d'un montant net de 94 100 dollars imputable à la prorogation du mandat de la Mission, puis à la liquidation de ses activités, dans la zone de la Mission, jusqu'au 30 avril 2000. Il tient compte des dispositions contractuelles régissant la location du répéteur ainsi que des dépenses prévues pour les services de communication assurés par des entreprises locales, le tout étant en partie compensé par l'existence de besoins réduits en ce qui concerne les pièces de rechange et les frais de réparation et d'entretien, compte tenu du profil des dépenses constatées, et la remise en état de matériel à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi.

Matériel divers

18. Le montant révisé, qui s'élève à 101 900 dollars, marque une diminution nette de 70 300 dollars due aux besoins réduits en matière de pièces de rechange et de travaux de réparation et d'entretien pour le matériel, compte tenu du profil des dépenses effectivement constatées, et en matière de remise en état du matériel à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi, ces économies étant en partie annulées par un montant supplémentaire prévu pour le remplacement du mobilier de bureau usé et endommagé.

Fournitures et services

19. Le montant révisé, soit 809 800 dollars, marque une baisse d'un montant net de 519 400 dollars, compte tenu du profil des dépenses effectives et des taux de consommation de fournitures et d'accessoires constatés jusqu'à fin février 2000 et

de l'estimation des dépenses de mars et d'avril, d'où des montants réduits à toutes les rubriques sauf celle des services divers. Le montant prévu à cette dernière a été augmenté pour tenir compte des frais bancaires et des pertes dues aux fluctuations monétaires.

20. Pour l'exercice 2000-2001, un montant de 29 600 dollars est prévu pour financer l'audit de liquidation de la MINURCA par le Comité des commissaires aux comptes.

Fret aérien et de surface

21. Le montant révisé, soit 2 585 400 dollars, marque une augmentation de 545 500 dollars due aux dépenses supplémentaires occasionnées par le rapatriement du matériel appartenant aux contingents (1 030 700 dollars), qui sont en partie compensées par des besoins réduits par rapport au budget à la rubrique Fret et camionnage par les soins d'entreprises privées (485 200 dollars).

Autres programmes

Montant réparti : 100 800 dollars; prévision révisée : 279 300 dollars; écart : 178 500 dollars

22. L'augmentation est due principalement à des dépenses supplémentaires à la rubrique Programmes d'information.

Contributions du personnel

Montant réparti : 795 200 dollars; prévision révisée : 1 028 800 dollars; écart : 233 600 dollars

23. L'augmentation de 233 600 dollars est due à la prorogation du mandat de la Mission et au fait que du personnel international a été maintenu dans la zone de la Mission au-delà des dates initialement prévues.

Annexe II

**Prévisions de dépenses révisées pour la période allant
du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000 : informations complémentaires**

A. Coût standard et dépenses propres à la Mission

Description	Prévisions antérieures	Effectif moyen	Prévisions de dépenses				Explications	
			Coût standard	Coût unitaire ou journalier		Coût mensuel		Coût annuel
				(en dollars des États-Unis)				
1. Matériel appartenant aux contingents								
Équipements majeurs	265 100				334 500		Sur la base d'un mémorandum d'accord avec les pays fournissant des contingents.	
Soutien logistique autonome	167 700				153 000		<i>Idem.</i>	
2. Autres frais de voyage								
Voyages du Chef de la Mission et de hauts fonctionnaires à New York et dans les pays de la région	70 700		a			81 500	Dépenses plus élevées dues à la nécessité pour les hauts fonctionnaires de se rendre au Siège pour rendre compte.	
3. Location de locaux								
Zone de la mission (coût total)	126 000		a			176 900	Sur la base des baux effectifs (bureaux et logements).	
Stockage des archives	60 000		a				Sans changement.	
4. Fournitures d'entretien	7 000		a		5 400		Sur la base des dépenses effectives jusqu'en février 2000 et des prévisions pour mars et avril 2000.	
5. Services d'entretien	12 500		a		6 300		<i>Idem.</i>	
6. Services collectifs de distribution (coût total)	620 600		a			547 300	<i>Idem.</i>	
7. Remise en état des infrastructures	7 600		a		3 200		Sur la base des dépenses effectives jusqu'en février 2000.	
8. Location de véhicules	15 250		a		3 400		Besoins en camions lourds moins importants que prévu.	
9. Carburants et lubrifiants	60 300		a		27 500		Sur la base des dépenses effectives jusqu'en février 2000.	
10. Pièces de rechange, réparations et entretien	15 000				16 700		Sur la base des dépenses effectives jusqu'en février 2000 et des prévisions pour mars et avril 2000.	
11. Remise en état des véhicules	73 400		a				N'a pas été nécessaire (pas de véhicules transférés à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi).	
12. Assurances	50 200		a			61 700	Prorogation du mandat de la Mission.	
13. Hélicoptères								
a) Déploiement								
Hélicoptères de transport moyens (MI-8)								
Juillet	1	2	a				Déploiement effectif.	

Description	Prévisions antérieures	Effectif moyen	Prévisions de dépenses			Explications
			Coût standard	Coût unitaire ou		
				journalier	mensuel	
(en dollars des États-Unis)						
Août à octobre	1	3	a		Pour les élections présidentielles.	
Novembre et décembre	1	—	a		Idem.	
Hélicoptères de transport moyens à portée accrue (MI-8MTV)						
Août	—	2	a		Idem.	
Septembre et octobre	—	3	a		Idem.	
b) Dépenses opérationnelles						
Pour 2 MI-8						
Location/affrètement (coût unitaire)	68 000		a	68 000	Sans changement.	
Heures de vol	60		a	60	Idem.	
Pour 1 MI-8						
Location/affrètement	—		a	52 100	Sur la base du contrat effectif.	
Heures de vol	—		a	53	Idem.	
Pour 2 MI-8MTV						
Location/affrètement (coût unitaire)	—		a	130 500	Sur la base du contrat effectif.	
Heures de vol (pour chacun)	—		a	60	Idem.	
Pour 1 MI-8MTV						
Location/affrètement	—		a	126 500	Sur la base du contrat effectif.	
Heures de vol	—		a	53	Idem.	
Carburant (coût total)	17 700		a	28 700	Sur la base des dépenses effectives de juillet à octobre.	
Assurance au tiers (coût total)	1 000		a		17 100 Dépenses effectives.	
14. Avions						
Cargos moyens/transport de passagers (AN-26)						
a) Déploiement						
Juillet	1	1	a		Déploiement effectif.	
Août à septembre	1	4	a		Pour les élections présidentielles	
Octobre	1	3	a		Idem.	
Novembre 1999 à janvier 2000	1	1	a		Déploiement effectif.	
Cargos légers/transports de passagers (B-200)						
a) Déploiement						
Juillet à décembre	1	1	a		Déploiement effectif	
Cargos lourds/transport de passagers (L-100)						
a) Déploiement						
Juillet à novembre	—	1	a		Déploiement effectif.	
b) Dépenses opérationnelles						

Description	Prévisions antérieures	Effectif moyen	Prévisions de dépenses			Explications	
			Coût standard	Coût unitaire ou			
				journalier	Coût mensuel		Coût annuel
Cargos moyens/ transport de passagers (AN-26)							
Pour 3 AN-26							
Location/affrètement (coût unitaire)	—		a		52 700	Sur la base du contrat effectif.	
Heures de vol (chacun)	—		a		85	Idem.	
Pour 1 AN-26							
Location/affrètement (coût unitaire)	38 000		a		38 000	Sans changement.	
Heures de vol (chacun)	85		a		85	Idem.	
Avions légers de transport de passagers (B-200)							
Location/affrètement	58 100		a		47 000	Sur la base du contrat effectif.	
Heures de vol	67		a		67	Sans changement.	
Cargos lourds/transports de passagers (L-100)							
Location/affrètement	—		a		413 300	Sur la base du contrat effectif.	
Heures de vol	—		a		100	Sur la base du contrat effectif.	
Carburant (coût total)	45 200		a		45 000	Sur la base des dépenses effectives de juillet 1999 à janvier 2000.	
Assurance au tiers (coût total)	3 100		a			9 100 Dépenses effectives.	
15. Indemnité de subsistance des équipages	30 825		a		5 900	Dépenses effectives jusqu'en janvier 2000.	
16. Autres dépenses							
Services de contrôle de la circulation aérienne	—		a		7 500	Dépenses effectives jusqu'en janvier 2000.	
Droits d'atterrissage et manutention au sol	4 400		a		1 600	Dépenses effectives.	
Citernes à carburant	—		a			27 400 Pour les élections présidentielles.	
17. Transmissions							
Pièces de rechange et fournitures	3 000		a		2 900	Sur la base des dépenses effectives.	
Remise en état du matériel de transmissions	60 400					43 800 Sur la base de 30 % de la valeur après amortissement du matériel transféré à la Base de soutien logistique des Na- tions Unies à Brindisi (résolu- tion 52/1 B de l'Assemblée générale).	
18. Communications par réseaux commerciaux (coût total)	236 400		a			348 100 Prorogation du mandat de la Mission.	
19. Matériel divers							
Pièces de rechange, réparations et entretien	172 200		a		58 200		

Description	Prévisions antérieures	Effectif moyen	Prévisions de dépenses				Explications
			Coût standard	Coût unitaire ou		Coût annuel	
				journalier	mensuel		
Remise en état du matériel informatique	68 700					16 200	Sur la base de 30 % de la valeur après amortissement du matériel transféré à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (résolution 52/1 B de l'Assemblée générale).
20. Services divers							
Services contractuels	33 200		a		23 500		Sur la base des dépenses effectives jusqu'en février 2000 et des prévisions pour mars et avril 2000.
Services de sécurité	16 800		a		4 000		<i>Idem.</i>
Dépenses de représentation	600		a		140		Sur la base des dépenses effectives jusqu'en février 2000.
Autres services divers	1 500		a		15 000		Augmentation pour les frais bancaires et les pertes au change (fluctuation des devises).
21. Fournitures diverses							
Papeterie et fournitures de bureau	7 500		a		2 100		Sur la base des dépenses effectives jusqu'en février et les prévisions pour mars et avril 2000.
Fournitures médicales	2 700				350		Sur la base des dépenses effectives jusqu'en février 2000.
Fournitures sanitaires et articles de nettoyage	22 500		a		5 300		<i>Idem.</i>
Abonnements	400		a		90		<i>Idem.</i>
Fournitures électriques	1 000		a		150		<i>Idem.</i>
Intendance et magasins	134 300		a			38 600	Fournitures et accessoires pour les contingents, prévues dans les lettres d'attribution et n'ayant pas servi.
18. Fret aérien et de surface							
a) Transport de matériel appartenant aux contingents	1 500 000		a			2 531 600	Sur la base des coûts effectifs.
b) Fret par les soins d'entreprises privées	27 500		a		5 500		Sur la base des dépenses effectives jusqu'en février et des prévisions pour mars et avril 2000.
Programmes d'information							
a) Fournitures et accessoires	1 000		a		6 700		Dépenses effectives jusqu'en février 2000.
b) Services contractuels	3 000		a		12 800		<i>Idem.</i>
Programmes de formation (coût total)	82 800		a			74 300	Sur la base des dépenses effectives jusqu'en février et des prévisions pour mars et avril 2000.

^aDes informations complémentaires sont fournies à l'appui des prévisions de dépenses révisées pour la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000, pour les objets de dépense dont le coût a changé depuis le rapport précédent (A/53/939).

**B. Répartition des ressources par paramètres budgétaires :
coûts standard et dépenses propres à la Mission**

